

www.agencemediapalestine.fr
21 ter rue Voltaire, 75011 Paris
agencemediapalestine@gmail.com

Facebook @agencemediapalestine
X (twitter) @AgenceMediaPal
Instagram @agencemediapalestine

L'Agence Média Palestine propose et diffuse
une information alternative sur la situation
en Palestine/Israël.

Le nerf de la guerre

À un an du début de l'offensive en cours
et alors que son développement régional
continue d'aggraver le bilan des pertes
civiles, l'Agence Média Palestine
propose un tour d'horizon (non exhaustif)
des soutiens d'Israël.



Un incendie dans les tentes des Palestiniens déplacés à l'hôpital Al-Aqsa Martyrs dans la ville de Gaza, octobre 2024 (Anadolu via Getty Images)

La guerre génocidaire d'Israël en Palestine a un coût. Lors de la présentation du budget annuel israélien, le ministre des finances Betsalel Smotrich la qualifiait lui-même de « guerre la plus longue et la plus coûteuse de l'histoire d'Israël », alors que la Banque d'Israël a estimé que les coûts liés à la guerre pour 2023-2025 pourraient s'élever à 55,6 milliards de dollars. Le nerf de la guerre, ou plus exactement le nerf du génocide, est bien là.

De nombreux pays apportent une aide financière et fournissent les armes et l'énergie nécessaires à Israël pour qu'il puisse mener sa guerre. Pourtant, les arrêts de la Cour de justice internationale (ICJ), qui ont fait suite à la plainte pour génocide de l'Afrique du Sud à l'encontre d'Israël, ont condamné la violence en cours et demandé l'arrêt immédiat de toute aide militaire approvisionnant le génocide. Selon certain·es expert·es juridiques, ces entreprises et ces pays pourraient être tenu·es pour complices de ce génocide en vertu de la Convention sur le génocide.

Les pays, ainsi que les entreprises privées et les compagnies pétrolières et gazières, doivent être tenu·es pour responsables de leur rôle dans la perpétuation de la violence et des violations des droits de l'homme. Les groupes palestiniens et leurs allié·es demandent un embargo sur la fourniture d'énergie et d'armes à Israël et exigent que les gouvernements et les entreprises cessent toute livraison de carburant et d'armes à Israël jusqu'à ce que ce dernier mette fin au génocide et à son régime d'apartheid contre le peuple palestinien.

Le partenariat économique européen

L'union Européenne est le **premier partenaire économique d'Israël**, et les échanges sont garantis par un accord d'association signé en 1995 et entré en vigueur en 2000. Celui-ci contient deux axes principaux : un dialogue politique et une libéralisation des échanges commerciaux entre les parties. Les échanges commerciaux en question permettent à l'UE de se maintenir comme premier partenaire commercial d'Israël, représentant 28,8 % de ses échanges de marchandises en 2022.

Ces échanges sont largement **encouragés** par l'accord, qui supprime notamment les droits de douane et interdit les restrictions quantitatives. L'UE est ainsi devenu le **principal fournisseur** d'Israël, avec 31 % de ses importations ; mais aussi son **deuxième plus gros client**, avec 24 % de ses exportations. C'est presque autant que les États-Unis, qui reçoivent 25,5 % des exportations israéliennes. La France à elle seule est le 10^e fournisseur et le 11^e client d'Israël.

Depuis 2022 et désireuse de réduire sa dépendance aux énergies fossiles russes après l'invasion de l'Ukraine, l'UE s'est également rapprochée de l'Etat hébreu dans le but d'augmenter ses **importations de gaz** en provenance du pays.

Outre ces échanges commerciaux, l'Union Européenne **finance « l'innovation et la recherche »** israélienne à travers le programme Horizon Europe. Israël en est le plus gros bénéficiaire hors UE, avec 126 millions d'euros reçus depuis octobre 2023. L'université de Tel Aviv à elle seule a reçu 28 millions d'euros, alors qu'elle a mené plus de 5030 projets de recherche conjoints avec l'armée israélienne. En tout, les financements d'Horizon Europe ont servi le développement de 130 projets israéliens.

En mars 2024, les observateurs Statewatch et Informationsstelle Militarisierung ont révélé que le programme Horizon Europe avait contribué au financement de la technologie **des drones utilisée par Israël dans sa guerre contre Gaza**. Xtend, fabricant de drones soutenant l'armée israélienne, aurait reçu 50 000 € d'Horizon Europe, un fonds de recherche et d'innovation, pour réaliser une étude sur l'optimisation de son système de drone Skylord Xtender et trouver des « partenaires stratégiques pour la production et la commercialisation de la technologie », selon les observateurs. L'entreprise aurait ensuite signé des contrats avec le ministère américain de la Défense, qui impliquaient l'armée israélienne, et le PDG de Xtend a déclaré le PDG Aviv Shapira que sa société avait « réorienté ses énergies pour soutenir les forces israéliennes à 100 % » après le 7 octobre 2023.

Les aides militaires états-uniennes

Les Etats-Unis sont, de très loin, le **premier partenaire d'Israël en matière de défense**, et Israël est le premier bénéficiaire de l'aide étrangère américaine depuis la seconde guerre mondiale. Israël reçoit une aide militaire annuelle de 3,8 milliards de dollars (2,9 milliards de livres sterling) dans le cadre d'un accord décennal visant à permettre à leur allié de maintenir ce qu'ils appellent un « avantage militaire qualitatif » par rapport aux pays voisins.

Dans les jours qui ont suivi le 7 octobre 2023, le président Joe Biden a déclaré que les États-Unis fourniraient une « assistance militaire supplémentaire » à Israël. Les Etats-Unis ont par ailleurs autorisé l'armée israélienne à puiser dans **un arsenal de munitions stockées en Israël** pour éviter d'avoir à l'acheminer en cas de conflit armé dans la région. Ces cessions ont permis à Washington de **se passer de l'aval du Congrès**.

Jeudi 26 septembre, en pleine escalade régionale du conflit et le déclenchement d'attaques terrestres israéliennes au sud Liban, le ministère de la Défense israélien a annoncé avoir obtenu **une nouvelle aide militaire américaine** d'une valeur de 8,7 milliards de dollars « en soutien à l'effort militaire en cours d'Israël ». Ironiquement ce même jour, le gouvernement états-unien réclamait un **cessez-le-feu** dans un communiqué commun avec la France en marge de l'Assemblée Générale de l'ONU.

Les ventes d'armes

Tous les fournisseurs d'armes à Israël ne détaillent pas leurs exportations de matériel militaire. Il est donc difficile d'en connaître la nature et le volume, mais quelques données permettent d'en faire un bref état des lieux. L'Agence Média Palestine se propose donc de dresser une liste non-exhaustive des pays qui fournissent à Israël des armes :

États-Unis

En décembre, l'administration Biden a rendu publiques deux ventes à Israël après avoir utilisé l'autorité d'urgence pour éviter l'examen par le Congrès. L'une portait sur 14 000 munitions pour chars d'assaut, d'une valeur de 106 millions de dollars, tandis que l'autre concernait des composants pour la fabrication d'obus d'artillerie de 155 mm, d'une valeur de 147 millions de dollars. Les médias américains ont rapporté en mars 2024 que l'administration avait également effectué discrètement plus de 100 autres ventes militaires à Israël depuis le début de la guerre, la plupart d'entre elles n'atteignant pas le montant en dollars qui nécessiterait une notification formelle au Congrès

En mai 2024, les États-Unis ont **interrompu** pour la première fois une livraison d'armes à Israël, les représentants du parti démocrate de M. Biden au Congrès et leurs partisans étant de plus en plus préoccupés par le projet israélien d'offensive terrestre sur la ville de Rafah, dans le sud de Gaza. En juillet, des responsables américains ont déclaré que la livraison des bombes de 500 livres serait **autorisée**, mais que les bombes de 2 000 livres continueraient d'être retenues en raison de l'inquiétude persistante concernant les victimes civiles.

En août 2024, l'administration Biden a informé le Congrès avoir **approuvé** des ventes d'armes à Israël pour un montant de 20 milliards de dollars. Il s'agit d'un paquet de 18,8 milliards de dollars pour 50 jets F-15IA et des kits de mise à niveau pour 25 avions F-15I qu'Israël possède déjà ; un nombre non spécifié de camions cargo de 8 tonnes d'une valeur de 583 millions de dollars ; 30 missiles air-air de moyenne portée pour 102 millions de dollars ; et 50 000 obus de mortier de 120 mm pour 61 millions de dollars. En septembre, les États-Unis ont approuvé une autre vente d'armes à Israël pour un montant de 165 millions de dollars afin de financer des remorques de chars lourds, dont la livraison est prévue en 2027.

Allemagne

L'Allemagne est le **deuxième plus grand exportateur d'armes vers Israël**, représentant 30 % des importations entre 2019 et 2023, selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (**SIPRI**).

L'année dernière, les ventes d'armes de l'Allemagne à Israël se sont élevées à 326,5 millions d'euros (361 millions de dollars ; 274 millions de livres sterling), soit 10 fois plus qu'en 2022, et **la majorité des licences d'exportation ont été accordées après le 7 octobre 2023**. Le gouvernement allemand a déclaré en janvier 2024 que les ventes comprenaient 306,4 millions d'euros d'« équipements militaires » et 20,1 millions d'euros d'« armes de guerre ».

Selon l'agence de presse DPA, ces dernières comprennent 3 000 armes antichars portables et 500 000 munitions pour armes à feu automatiques ou semi-automatiques. L'agence précise également que la plupart des licences d'exportation ont été accordées pour des véhicules terrestres et des technologies destinées au développement, à l'assemblage, à l'entretien et à la réparation d'armes. Cependant, depuis le mois de mars 2024, les autorisations de vente semblent avoir été **suspendues**, sans que l'Allemagne, soutien politique fort d'Israël, n'ait fait de déclaration claire à ce sujet. En août, les données fournies par le ministère de l'économie indiquaient que 14,5 millions d'euros avaient été accordés de janvier au 21 août, ce qui témoigne d'une baisse considérable. Sur ce montant, la catégorie des armes de guerre ne représentait que 32 449 euros. En septembre, plusieurs sources citées dans un rapport de l'agence Reuters affirmaient que de nouvelles licences d'exportation d'« armes de guerre » vers Israël avaient été suspendues dans l'attente d'un recours en justice.

L'Allemagne est en effet **assignée en justice** dans deux affaires intentées dans le but de stopper ses ventes d'armes à Israël. La première est à l'initiative du **Nicaragua**, qui a demandé en la CIJ, également connue sous le nom de Cour mondiale, d'ordonner à l'Allemagne de cesser ses exportations d'armes militaires vers Israël et de reprendre son financement de l'agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens (UNRWA), estimant qu'il existait **un risque sérieux de génocide à Gaza**. La seconde, à Berlin, est intentée par le Centre européen pour les droits constitutionnels et les droits de l'homme. Si aucune de ces affaires n'a encore abouti, elles ont créé de vives tensions au sein du gouvernement allemand.

Le ministre de l'économie Robert Habeck a déclaré mi-septembre que l'Allemagne examinait « **de près** » les demandes. « S'il existe des soupçons de violation du droit humanitaire international, [la question] sera traitée différemment », affirmait le ministre, avant de nier l'arrêt des ventes et de rappeler que l'Allemagne et Israël entretiennent une « **alliance militaire étroite** » et que Berlin avait une « obligation historique » envers Israël en raison des crimes commis par l'Allemagne nazie contre le peuple juif.

Italie

L'Italie est le **troisième exportateur d'armes vers Israël**, mais elle n'a représenté que 0,9 % des importations israéliennes entre 2019 et 2023, selon le SIPRI. En 2023, les ventes d'« armes et de munitions » se sont élevées à 13,7 millions d'euros, selon le magazine *Altreconomia* qui cite le bureau national des statistiques ISTAT. Quelque 2,1 millions d'euros d'exportations ont été approuvés entre octobre et décembre 2023, bien que le gouvernement ait **assuré** qu'il les bloquerait en vertu de la loi italienne interdisant les ventes d'armes aux pays qui font la guerre ou considérés comme violant les droits de l'homme.

Le ministre de la Défense, Guido Crosetto, a déclaré au Parlement en mars 2024 que l'Italie avait seulement honoré les contrats pré-existants, après les avoir vérifiés au cas par cas et s'être assurée « qu'ils ne concernaient pas des matériaux susceptibles d'être utilisés contre des civil-es ».

Royaume-Uni

En décembre 2023, le gouvernement britannique déclarait que les exportations britanniques de matériel militaire vers Israël étaient « relativement faibles », s'élevant à 18,2 millions de livres en 2023. Entre le 7 octobre 2023 et le 31 mai 2024, 42 licences d'exportation ont été délivrées pour des biens militaires, alors que 345 licences étaient déjà en cours. Le ministère des Affaires et du Commerce a déclaré que l'équipement militaire couvert par les licences comprenait des composants pour les avions militaires, les véhicules militaires et les navires de combat.

En septembre 2024, le ministre britannique des affaires étrangères David Lammy a annoncé la suspension immédiate d'une trentaine de licences d'exportation (sur 350)

pour des articles utilisés dans les opérations militaires israéliennes à Gaza. Le communiqué du ministère affirme l'existence d'un « risque manifeste » que certaines exportations de matériel militaire « puissent être utilisées pour commettre ou faciliter une violation grave du droit international humanitaire ». Les licences concernées couvrent des composants d'avions militaires, notamment des avions de chasse, des hélicoptères et des drones, ainsi que des articles facilitant le ciblage au sol.

Amnesty International déclarait en réaction que cette décision était « pleine de lacunes et n'allait pas assez loin ». La décision de continuer à fournir à Israël des composants d'avions meurtriers F-35 « est un échec catastrophique pour le contrôle des armes et la justice », a déclaré l'organisation.

France

Les **exportations** d'armes sont nimbées d'opacité et le détail exact des livraisons d'armes est inconnu. Chaque année, un rapport sur les exportations d'armes est remis au Parlement, mais il ne contient que des données financières générales sur les licences et les livraisons. Le dernier document en date, paru à l'été 2023, révèle que la France a livré pour 189,8 millions d'euros d'équipements à Israël entre 2013 et 2022, à un rythme moyen d'environ 20 millions d'euros par an.

La France a à plusieurs reprises affirmé ne pas vendre d'armes létales à Israël, et que ses exportations ne concernaient que des éléments destinés à la revente ou à des dispositifs de défense. Pourtant, les révélations de Disclose et Marsactu ont mis en lumière que la France avait livré à la société israélienne IMI Systems des composants pour mitrailleuses. Des maillons M27, en l'occurrence, en quantité suffisante pour relier 100 000 cartouches adaptées au fusil israélien Negev 5, et aucun contrôle ne permet d'affirmer que ces pièces ont été ré-exportées et n'ont pas servi directement à l'armée israélienne.

La France a signé le traité sur le commerce des armes, censé empêcher les ventes d'armes en cas de risque de violation des droits humains, mais ne semble pas toujours respecter cet engagement. Disclose a révélé que la société Thales avait continué de livrer à Israël des pièces équipements électroniques pour l'assemblage des drones armés « Hermès 900 », alors que ces drones sont utilisés pour bombarder des civils à Gaza.

Il s'agit de transpondeurs de type « TSC 4000 IFF » classés par le ministère des armées dans la catégorie des « systèmes de surveillance, de poursuite de cible et de reconnaissance ». L'enquête de Disclose met en évidence au moins huit frappes meurtrières des drones israéliens contre la population gazaouie depuis octobre 2023. Au moins huit de ces transpondeurs devaient être expédiés en Israël entre décembre 2023 et fin mai 2024, soit plusieurs mois après les premiers bombardements aériens de Tshal. Deux d'entre eux ont été livrés au début de l'année 2024. Les six autres unités seraient bloquées par les douanes françaises.